

# Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations franco-hollandaises, la construction européenne et sur les atouts de la France, à Amsterdam le 20 janvier 2014.

Mesdames, Messieurs, qui représentez la communauté française, ici, aux Pays-Bas, Je tenais à vous saluer et à vous rencontrer. Je suis venu pour cette visite d'Etat avec trois ministres, de nombreux chefs d'entreprise, également des parlementaires, des présidents de groupes d'amitié, le député qui représente cette circonscription.

Il y avait 14 ans qu'un Président de la République française n'était pas venu ici aux Pays-Bas. Comment expliquer cette longue absence ? Tout simplement parce que, quand deux pays sont à ce point amis, il est tentant de penser qu'il n'est pas besoin de venir le rappeler.

Pourtant, si cela avait duré trop longtemps, on aurait pu s'interroger. J'ai souhaité faire cette visite et j'ai été, c'est-à-dire vous, parce que je vous représente, j'ai été très bien accueilli.

D'abord par le Roi, la Reine, par le Premier ministre, Mark RUTTE, par les deux présidentes des assemblées des Pays-Bas. Deux présidentes, ce n'est pas en France que l'on verrait une chose pareille. Enfin, pas pour le moment, cela viendra, surtout si demain la loi sur le non-cumul des mandats est enfin votée.

J'ai été reçu par les chefs d'entreprise de la chambre de commerce, et d'autres qui ont bien voulu les rejoindre, entreprises néerlandaises, entreprises françaises, dans ce lieu magnifique. Je vous retrouve à l'instant, vous qui êtes les Français qui à la fois servez les Pays-Bas. Par vos activités, parce que vous êtes des représentants d'entreprises, parce que vous êtes aussi des enseignants qui permettent l'échange des savoirs, parce que vous êtes aussi des professions libérales, parce que vous êtes venus comme touristes et vous êtes restés. Cela peut arriver, il y a de nombreux binationaux. Parce que vous êtes fonctionnaires au service de la France, mais vous permettez aussi aux Pays-Bas de mieux connaître notre pays.

Bref, vous servez le pays qui vous accueille et vous servez la Nation française. C'est la raison pour laquelle, à chacun de mes déplacements, et même si je suis toujours en retard, je tiens à avoir ce moment - trop bref - de reconnaissance à l'égard des Français de l'étranger.

Entre nos deux pays, je l'ai dit, nous avons des échanges multiples : culturels, touristiques, économiques. Sur le plan commercial, c'est vrai que nous sommes, les Pays-Bas comme pour la France, de bons clients. Nos échanges représentent à peu près 40 milliards d'euros, c'est considérable. Nous avons également des investissements nombreux d'entreprises françaises, ici aux Pays-Bas, et nous avons de même des investissements néerlandais en France, autour de 35 à 40 milliards d'euros.

1 000 entreprises françaises sont présentes aux Pays-Bas, et 500 entreprises néerlandaises en France. Alors, nous pourrions nous satisfaire de cette situation mais, comme je l'ai dit tout à l'heure, nous avons encore plein de projets, notamment dans le domaine de l'énergie, de l'agroalimentaire, de l'économie du vivant, bref autour de l'innovation. C'est vrai qu'il y a des symboles, ici, de ce que nous pouvons faire ensemble sur le plan économique et Air France KLM a été cité abondamment. C'est une grande entreprise européenne, franco-néerlandaise mais de taille mondiale. C'est ce que nous devons d'ailleurs faire.

Si nous voulons que l'Europe reste la première puissance économique du monde. elle doit avoir

et nous réalisons que l'Europe reste la première puissance économique du monde, elle est avec des leaders à l'échelle de la planète et ne pas craindre pour la concurrence, parce que cela ne doit pas être un critère qui doit nous empêcher de grossir, de prospérer et de nous regrouper. Nous avons aussi évoqué tout ce que nous pouvons faire sur le plan de l'innovation, de la science, parce que nos deux pays investissent dans ces domaines. Il y a eu des accords tout à fait intéressants qui ont été passés entre des instituts de recherche français et néerlandais. Je veux saluer ici, j'imagine, un certain nombre de ceux qui se dévouent pour cette cause.

Nous avons également souhaité qu'il y ait beaucoup plus d'échanges universitaires car si nous voulons qu'il y ait, là-encore à l'échelle du monde, des grandes universités qui pèsent, nous devons aussi rapprocher les nôtres entre la France et les Pays-Bas.

Je dois dire que la Francophonie trouve sa place ici, et que toutes les autorités qui m'ont reçu ont veillé à parler le français, créant une certaine gêne de ma part de ne pouvoir leur répondre dans la langue du pays, malgré le nom que je porte, ce qui est quand même un comble. J'ai mis cela sur le compte qu'un Président de la République française ne s'exprime qu'en français. Je suis resté sur des exigences protocolaires.

Cela prouve aussi l'intérêt et la curiosité à l'égard de la culture, de la langue française que vous devez aussi promouvoir. Je remercie tous ceux qui la servent, les alliances françaises, le réseau des établissements d'enseignement. On m'a dit qu'il y avait un grand lycée. Il y a toujours des grands lycées français, le lycée Van Gogh. Je pense qu'il y a ici des enseignants et des personnels qui s'y dévouent. Au premier rang comme de bons élèves. Je les en remercie parce que, contrairement à bien des idées reçues, les élèves qui sont accueillis ne sont pas seulement des enfants des Français qui vivent ici. Nous faisons en sorte, précisément, de permettre à des Néerlandais ou à des familles d'autres nationalités, de pouvoir avoir l'accès à notre système d'éducation, qui est excellent. Quand je regarde les résultats des lycées français de l'étranger, je devrais dire à certains parents d'aller mettre leurs enfants dans ces écoles. Mais ils n'en n'ont pas les moyens parce que c'est cher. Je sais que c'est aussi une de vos préoccupations.

Je suis également allé visiter une organisation internationale qui est présente, ici aux Pays-Bas, et qui lutte contre la prolifération chimique. C'est pour nous une grande satisfaction. Pourquoi ? Parce que c'est à Paris qu'a été signée la Convention sur l'interdiction et surtout la destruction des armes chimiques. Cette organisation, l'OIAC, s'est installée aux Pays-Bas mais a comme vocation de détruire, non seulement les stocks qui existaient de par le monde, mais également de lutter contre ceux qui étaient supposés les utiliser.

Or, c'est bien ce qui s'est passé en août 2013 où un régime qui n'écouant que sa lâcheté a utilisé ces armes. C'est parce qu'il y a eu la pression française, pas seulement française - j'étais fier de pouvoir dire que nous étions prêts à recourir à la force pour mettre un terme à ces exactions - c'est parce qu'il y a eu la pression internationale, y compris avec cette menace, que la Syrie, enfin le régime, a fini par adhérer à cette organisation et maintenant le processus de destruction des armes chimiques est engagé. C'est aussi cela la diplomatie française. C'est aussi cela la communauté internationale. Elle est ici représentée.

Elle est représentée aussi par la Cour internationale de justice. Je n'oublie pas que c'est un hollandais, GROTIUS, qui a posé les principes du droit international, ce qui permet aujourd'hui à Jean-Pierre COT de pouvoir être membre de cette intuition.

Mais il y a également la Cour pénale internationale, qui est aussi une œuvre non pas de la diplomatie française - c'est une œuvre de la communauté internationale - mais à laquelle la diplomatie française a travaillé pendant des années et des années. Nous devons défendre ces lieux du droit international, notamment pour la Cour pénale, parce qu'elle punit des dictateurs par rapport à des crimes qui ont pu être commis.

L'Europe, c'est une économie. Nous devons la redresser. L'Europe, c'est une zone monétaire, nous devons, et nous y avons réussi, la stabiliser. Mais l'Europe, c'est aussi une communauté de valeurs, ce sont des principes, ce sont des références. Nous ne devons jamais perdre cette belle idée qui a fait que, au lendemain de la guerre, il y a eu cette utopie qui est devenue réalité.

J'ai rappelé au cours de cette journée que ce fût à La Haye en 1948, qu'un congrès avait réuni des parlementaires venant des pays qui s'étaient pourtant affrontés quelques années plus tôt et

qui a posé les bases de ce que pouvait être le projet européen.

Parmi ces parlementaires, il y avait un jeune qui s'appelait François MITTERRAND et qui avait exprimé là son enthousiasme pour l'Europe et qui, des décennies plus tard, à Maastricht, a voulu, toujours aux Pays-Bas, qu'il y ait la création de la monnaie unique. En France, ce fût un projet controversé mais aujourd'hui, cette monnaie unique, même s'il a fallu se battre pour en préserver la qualité et surtout l'intégrité de la zone euro, c'est ce qui nous réunit, c'est ce qui nous permet de fédérer cette zone euro qui doit devenir demain une Europe d'avant-garde.

Alors, ne perdons jamais confiance dans les principes de l'Europe. Vous qui vivez ici, vous êtes encore plus animés que d'autres de cette exigence, de cette volonté, qu'il faudra faire partager au moment des élections pour le renouvellement du Parlement européen.

Quand je rencontre les chefs d'Etat et de gouvernement, ils sont tous en train de se dire : « cela arrive, comment on y va devant ces élections », en disant que nous ne sommes pas fiers de l'Europe, de ce qu'elle a fait depuis des décennies. On y va en s'excusant, en demandant pardon, en tendant la joue. Cela n'est pas forcément ce qui fait venir les électeurs.

Si l'on veut qu'il y ait un Parlement européen animé de convictions fortes, il faut proposer des ambitions élevées. Qu'est-ce que l'on veut faire sur le plan économique ? Est-ce que l'on veut rester la première puissance du monde ? Qu'est-ce que l'on veut faire sur le plan énergétique ? Qu'est-ce que l'on veut essayer de faire de cette transition pour devenir une référence - notamment par rapport à la question du réchauffement climatique ? Qu'est-ce que l'on veut faire de nos citoyens ? Est-ce que l'on veut échanger sur le plan universitaire, sur le plan de la formation, de la qualification ? Est-ce que l'on veut défendre l'exception culturelle qui n'est pas une exception pour un pays, qui est finalement une liberté pour toutes les cultures du monde ? Est-ce que nous voulons continuer à porter un idéal ? Voilà ce qui va être en cause au moment de l'élection pour le Parlement européen.

Je veux terminer sur le rôle de la France. Nous avons à faire encore notre part du chemin pour retrouver un bon niveau de croissance parce que l'Institut national de la statistique, qui nous fait des prévisions, nous a dit que nous allions avoir une croissance poussive. J'ai trouvé que l'expression n'était pas forcément très heureuse. Je me suis posé la question : comment faire ? Au moment où nous sommes, avec un niveau de chômage qui, même si nous faisons tout pour le stabiliser puis le diminuer, reste trop élevé, que devons-nous faire ? Attendre, attendre que cela aille mieux dans le monde. Mais cela ne va pas si mal quand on regarde ce qui se passe du côté des pays émergents ou des Etats-Unis.

Attendre que l'Europe sorte de ses politiques d'austérité. Il faudra un certain temps. Attendre que la confiance revienne. Comment la stimuler ? Il y a un moment où il faut prendre ses responsabilités. Je les ai prises. J'ai proposé ce pacte de responsabilité, c'est le mot. Tous ceux qui veulent s'engager pour l'emploi et chacun aura à faire leur part d'effort : l'Etat, en diminuant un certain nombre de charges sur les entreprises, les entreprises en embauchant et en investissant. Puis les partenaires sociaux, en s'engageant dans de nouvelles étapes pour le dialogue et pour l'amélioration des conditions de travail et de l'emploi.

Je ne force personne, c'est une affaire maintenant d'intérêt national, parce que nous devons avoir la croissance la plus forte possible. Nous devons donner un espoir aux Français. C'est vrai que nous sommes un peuple curieux, paradoxal. Nous sommes toujours très fiers de nous-mêmes. Certains disent que nous sommes orgueilleux. Pourquoi pas ? S'il est bien placé cet orgueil. Et de l'autre, nous avons tendance à nous dénigrer, à penser que l'histoire est un âge d'or, qu'avant c'était mieux. Il faut demander aux anciens, ils vous diront si c'était mieux.

Il faut que cette France, cette grande France, cette belle France puisse se mettre de nouveau à croire en son destin. Elle a plein d'atouts, je ne vais pas ici les développer, vous en êtes finalement les représentants de ces atouts. Mais pour s'engager dans le progrès, parce que ce sont les Nations qui ont confiance en elles-mêmes qui avancent plus vite, celles qui se regardent, s'observent, se commentent, restent de côté. Voilà l'idée.

Enfin, la France sait aussi prendre ses responsabilités dans le monde. Cela s'est produit en 2013, d'abord dans une intervention au Mali pour lutter contre le terrorisme. Nous étions appelés par

les amis africains, soutenus par les Européens et je remercie les Pays-Bas qui ont envoyé plus de 400 hommes au Mali. Nous avons réussi en un an. Personne n'imaginait que cela puisse aller si vite et avec des institutions qui ont été rétablies et un Président qui a été élu démocratiquement au Mali.

Voilà que cette opération paraissait s'achever et un drame surgit en Centrafrique. Que fallait-il faire ? Le Conseil de sécurité des Nations Unies venait de nous donner mandat. Nous aurions pu attendre. Chaque jour qui passait, c'était des dizaines de morts, centaines même qui étaient hélas constatées.

Alors, nos soldats sont repartis en Centrafrique. Ils n'étaient pas loin, ils étaient positionnés au Tchad, au Gabon. Ils sont venus en Centrafrique faire, non pas un combat, mais empêcher des groupes qui ont encore envie d'en découdre. Aujourd'hui, un peu plus d'un mois et demi après la décision que j'ai prise, difficile, avec toujours les mêmes commentaires. Aussitôt venus, on nous demande : « quand est-ce que vous allez partir ? », alors même que la mission n'est qu'à peine commencée. Aujourd'hui, il y a eu deux décisions importantes qui ont été prises.

D'abord par les Centrafricains, qui se sont dotés de nouvelles autorités de transition, choisi un Président, en l'occurrence une Présidente, la maire de Bangui, qui aura à agir pour faciliter la réconciliation et permettre le rétablissement de l'Etat. Nous la soutiendrons. Ce sont les Centrafricains qui ont choisi, sans déterminer, vous savez, d'un temps où - Jean-Pierre COT doit s'en souvenir - c'était la France qui choisissait les départs ou les arrivées de chefs d'Etat africains. C'est fini.

Puis il y a une autre décision, très importante, qui a été prise qui est celle de l'Europe. Vous savez on nous avait dit : « mais la France est seule ». Au mois de décembre, dans un Conseil européen, j'ai dit : « non la France n'est pas seule, elle sera soutenue par l'Europe ». C'est fait. L'Europe vient de décider une opération militaire en appui de celle que nous avons engagée et de la mission africaine. Nous aurons là un apport, et pour la sécurité, et pour l'accès à l'aide humanitaire. Merci l'Europe. Une fois encore, elle a été présente même si la France a été la première.

Voilà, Mesdames et Messieurs, ce que j'étais venu vous dire. Vous parler de la France, parce que peut-être n'avez-vous pas encore toutes les informations. Vous parler de la France, vous parler de l'amitié entre la France et les Pays-Bas, vous dire combien nous sommes mobilisés, vous et nous, pour faire que notre pays soit reconnu comme un pays utile au monde et un pays capable d'avoir une belle et grande économie. Un pays qui doit avoir confiance en lui-même et c'est vous qui nous donnez cette crédibilité.

Je vous exprime ici ma reconnaissance, ma gratitude et je salue l'amitié entre la France et les Pays-Bas en vous disant : Vive la République ! Vive la France !